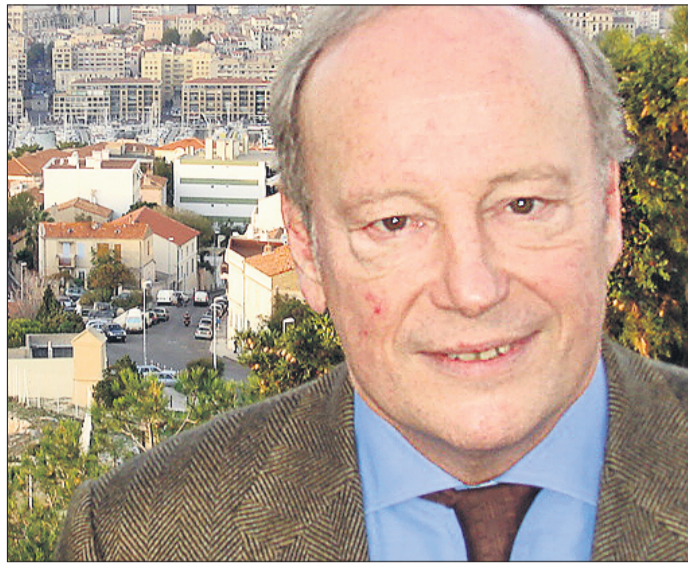


SÉLECTION

Le gourou exubérant du néo-métallisme



PIERRE LECONTE, BASÉ À GENÈVE
 «Il faut mettre un terme aux politiques interventionnistes par le rétablissement de l'étalon-or et des taux de change fixes»

Il y a un phénomène Leconte. Tout le monde en parle dans les milieux bancaires, et pas toujours pour le dénigrer. Conseiller financier chez Fuchs & Associés à Genève, économiste autoproclamé des systèmes monétaires, Pierre Leconte en est à son cinquième livre en sept ans sur l'imminence d'une crise monétaire majeure et généralisée due à l'abandon de l'étalon or. Dans le monde francophone, c'est de loin la première référence vivante des néo-métallistes. Publié récemment par ce militant anti-establishment, qui considère Keynes comme un personnage historique des plus maléfiques, «De la crise financière vers l'hyperinflation» bat des records de librairie dans la catégorie écofinance. Ne se trouve-t-il pas actuellement dans le Top 10 des ventes, tous livres confondus, de la Fnac en Suisse romande? De son côté, l'éditeur parisien annonce 4000 exemplaires écoulés en moins d'un mois et une deuxième édition sort de presse aujourd'hui même. Extraits.

Il faut revenir, en Occident, à des économies fondées sur l'épargne et non plus sur le surendettement keynésien pour leur permettre de reconstituer le stock de capital sans lequel l'investissement s'épuise. Ce ne sont pas les Etats ni les banques centrales qui peuvent augmenter ce stock de capital, mais des comportements collectifs de prévoyance et de rigueur dans la dépense, tant de la part des agents économiques que des pouvoirs publics. En contradiction totale avec les politiques que ces pouvoirs publics ont employées ces dernières années pour obtenir une fausse croissance économique à crédit et avec celles qu'ils mettent en œuvre pour tenter de sortir de la crise actuelle. C'est donc à un changement complet de paradigme que la crise actuelle oblige puisque tout le système financier devra, sous peine de s'écrouler, cesser de ne reposer que sur des jeux d'écritures comptables comme sur «les réserves fractionnaires». Quand la monnaie n'est plus que manipulations et que le capitalisme fonctionne sans capital, il est illusoire d'espérer reconstruire les bases d'une stabilité économique saine et durable. (...)

Mais au lieu de proposer la suppression de ces mécanismes d'instabilité par le retour à l'étalon-or, dans lequel la création monétaire est automatiquement fonction des stocks d'or et de la demande réelle des agents économiques, les économistes dits monétaristes, comme le prix Nobel d'économie Milton Friedman, ont pensé pouvoir tourner la difficulté en proposant de limiter la création monétaire en fonction de la croissance effective de l'économie, par exemple de celle du PIB. Proposition qui n'a pas pu être mise en œuvre sur le long terme en raison de l'impossibilité d'anticiper avec précision le PIB à venir, de contraindre les banques privées à limiter leurs émissions de crédit (en dépit des recommandations dites de Bâle édictées par la Banque des règlements inter-

nationaux qui sont constamment tournées par les pratiques bancaires des engagements hors bilans, des *Special Investment Vehicles* ou *Conduits*), comme d'éviter les politiques monétaires exagérément laxistes unilatéralement décidées par les banques centrales occidentales, qui se sont substituées aux gouvernements dans la conduite desdites politiques dont plus personne ne peut plus savoir en fonction de quels critères objectifs elles sont décidées. (...)

La base de la théorie keynésienne repose sur l'idée marxiste – stupide parce qu'invalidée par l'Histoire – que l'intervention de l'Etat est indispensable pour assurer le plein-emploi comme la stabilité de la plupart des autres mécanismes économiques, la distribution du crédit et l'émission de la monnaie en particulier. Alors que ce sont les marchés libres, dans lesquels l'intervention étatique doit être la plus réduite possible, qui

ETATS ET BANQUES CENTRALES REFUSERONT D'ABDIQUER LEUR POUVOIR MONÉTAIRE, DANS LE CADRE DU RÉTABLISSEMENT DE L'ÉTALON-OR, QUI LES PRIVERAIT DE LA PLUPART DE LEURS MOYENS DE DIRIGER LES ÉCONOMIES.

permettent d'ajuster en permanence l'offre et la demande en matière d'emplois, comme pour toutes les autres variables de la production ou de la consommation, en fonction de données réelles que les agents économiques sont individuellement seuls capables d'appréhender. Et cela pour deux raisons évidentes: 1. l'information dont dispose l'Etat pour décider de ses politiques est toujours moins bonne que celle dont disposent les acteurs des marchés placés au plus près de la réalité économique ou sociale (théorie de la décentralisation), et 2. l'Etat ou ses fonctionnaires irresponsables – puisque ils ne subissent

pas directement eux-mêmes les conséquences de l'échec de leurs politiques – ont beaucoup plus de chances de se tromper dans leurs choix que les individus dans la mesure où ces derniers doivent agir de la manière la plus efficiente possible, puisque leurs erreurs peuvent les ruiner (théorie des anticipations rationnelles). (...)

Les mauvaises idées de Keynes ont eu trois effets pervers principaux:

1. en faisant croire que l'inflation était porteuse de croissance économique et que la déflation était porteuse de récession, il a justifié les politiques monétaires les plus laxistes destructrices du pouvoir d'achat;
2. en faisant croire que l'Etat était mieux placé que le marché pour conduire l'économie, il a justifié les politiques discrétionnaires dirigées destructrices des «grands équilibres» réels;
3. en faisant croire que l'épargne était un facteur de paralysie pour l'investissement, il a justifié ce qu'il a lui-même appelé l'«euthanasie du rentier» et le surendettement des plus pauvres.

Nous ne reviendrons pas sur les deux premiers effets mentionnés ci-dessus qui ont eu pour conséquence que l'«optimum» keynésien, destructeur des libertés fondamentales, n'a jamais été aussi bien incarné que par Hitler et Mussolini lesquels ont suivi – amenant à leur «succès» final que l'on connaît – avec enthousiasme ses recommandations. Quant à son hostilité à l'épargne – incarnée dans l'étalon-or –, qui était la vertu par excellence parce qu'elle permettait la confiance dans l'avenir et la promotion sociale, il est à relever qu'avec son éradication «C'est l'ensemble des classes moyennes qui voit disparaître ses raisons d'espérer dans un progrès qui a constitué depuis le XIX^e siècle sa raison d'être et le principal élément de sa cohésion», comme l'écrit Serge Bernstein dans *La France des années 1930* (Fayard, 1994). (...)

On rappellera ici que, dans un Système de monnaies étatiques de papier créées ex nihilo qui ne sont plus basées sur un étalon métallique (comme celui en vigueur au plan mondial depuis les années 1970 pour la première fois dans l'Histoire), permettant la manipulation permanente des taux de change et des taux d'intérêt par les pouvoirs publics, le recours à l'inflation (c'est-à-dire la création monétaire faisant monter les prix) ou à la déflation (c'est-à-dire la contraction monétaire faisant baisser les prix) n'est plus qu'un choix politique. Et non pas le résultat de quelque fatalité contre

laquelle on serait impuissant, puisqu'il n'y a plus aucune contrainte à maintenir une quelconque proportion entre l'émission monétaire et la détention d'un stock de métal précieux et que joue à plein le mécanisme des «réserves fractionnaires». (...) Il découle aussi de tout cela que la déflation (qui assure la stabilité ou la baisse des prix) est en réalité préférable à l'inflation (qui provoque la hausse des prix). D'ailleurs, ainsi que le reconnaît Sébas-

LE KRACH DES ACTIONS ET DES OBLIGATIONS PRIVÉES DE 2007-2008 DEVRAIT ENTRAÎNER DÈS 2009-2010 UN KRACH DES OBLIGATIONS D'ÉTAT ET UNE VAGUE D'INFLATION COMME ON N'EN A ENCORE JAMAIS CONNUE.

tien Julian dans son article intitulé «Bonne ou mauvaise déflation?» paru dans le magazine *L'Expansion* de mars 2009, «Déflation ne rime pas toujours avec dépression. Entre 1870 et 1896 (aux beaux jours de l'étalon-or et du libre-échange), les prix à la consommation ont chuté de plus de 50% aux Etats-Unis. Soit une baisse annuelle de 2% en moyenne. Cette dégringolade s'est accompagnée d'une croissance rapide de l'activité de plus de 3,7% par an et d'un emballement de la bourse de 12% par an. A l'époque, l'essor du commerce international et le progrès technique avaient permis aux entreprises de gagner en productivité comme d'augmenter leur production, provoquant une baisse du niveau général des prix» comme une hausse considérable du pouvoir d'achat des populations. C'est donc bien la stabilité monétaire, et accessoirement le progrès scientifique et technique, qui sont la clef du progrès économique. Nous avons le second, mais nous n'avons plus la première, alors qu'elle ne dépend que du bon vouloir des principaux gouvernements en place!

On comprend de ce qui précède la raison pour laquelle Etats et banques centrales refuseront d'abandonner leur pouvoir monétaire, c'est-à-dire leur pouvoir tout court, dans le cadre du rétablissement de l'étalon-or, qui les priverait de la plupart de leurs moyens de diriger les économies, évidemment pas pour le bien du plus grand nombre mais seulement au profit de ceux qu'ils entendent avantager par la mise en œuvre de politiques structurellement inflationnistes. Mais la planification et le dirigisme moné-

taires ne peuvent subsister que pour autant qu'ils produisent une stabilité minimale du pouvoir d'achat, faute de quoi les utilisateurs de la monnaie s'en détournent et le Système monétaire s'effondre.

Nous sommes probablement proches de cette situation! (...) Banques centrales et Etats sont donc doublement responsables et coupables de ne pas avoir agi ex ante comme d'avoir mal agi ex post. Après le krach des actions et des obligations privées de 2007-2008, tout cela devrait entraîner dès 2009-2010:

- d'une part, un krach des obligations d'Etat (américaines d'abord) comme la faillite – à l'image de l'Islande et bientôt de l'Irlande – et/ou la cessation de paiements – à l'image de l'Equateur – de nombreux Etats (peut-être des Etats-Unis eux-mêmes);
- d'autre part, une vague d'inflation comme on n'en a encore jamais connue, lorsque toutes les liquidités artificiellement créées se diffuseront finalement dans l'économie réelle et que les Etats-Unis seront dans l'obligation de monétariser (ce qui a déjà commencé comme en témoigne l'explosion du bilan de la Federal Reserve) leurs dettes colossales publiques et privées que l'étranger ne voudra plus financer au rythme où il l'a fait encore jusque récemment! (...)

Le lecteur qui trouverait notre scénario de destruction des monnaies de papier occidentales, du fait de l'effondrement des bons du trésor américain et d'autres Etats, par trop excessif devrait méditer sur le processus de faillite des principales banques d'affaires et commerciales américaines et européennes que nous avons prévu, suite à la chute de la valeur des subprime, mais qui paraissait à presque tous les observateurs fort improbable. (...)

On remarquera ici que certains grands hommes politiques du XX^e siècle qui avaient encore des connaissances historiques leur permettant d'élaborer une vision juste du futur, comme Charles de

Gaulle – dont on se souvient du combat dès 1958 pour le rétablissement de l'étalon-or –, sachant que l'effondrement monétaire de l'Occident provoquerait sa chute globale ont tenté de l'enrayer en s'attaquant à la racine du problème, mais sans avoir la force de le régler tant l'ignorance et les luttes de pouvoir sont puissantes en matière de monnaie. (...)

Contrairement aux fausses analyses partagées par la majorité des gens, ce ne sont pas les excès du libéralisme mais bien ceux de l'étatisme (en particulier de la centralisation du crédit et du monopole de création monétaire par l'Etat nécessairement faux-monnayeur) qui sont à la source de cette crise comme des précédentes et qui risquent de l'entretenir jusqu'au désastre final. Il est à cet égard tragique de constater à quel point banquiers centraux, politiciens et économistes – enfermés dans la pensée unique étatiste dirigiste – ont eu tort de négliger les analyses effectuées par les penseurs de l'Ecole autrichienne et les libéraux français, dont les dé-

CE NE SONT PAS LES EXCÈS DU LIBÉRALISME MAIS BIEN CEUX DE L'ÉTATISME QUI SONT À LA SOURCE DE CETTE CRISE COMME DES PRÉCÉDENTES ET QUI RISQUENT DE L'ENTRETIENIR JUSQU'AU DÉSASTRE FINAL.

veloppements présents montrent à quel point elles sont incontournables pour sortir du chaos actuel et de celui, pire, qui vient s'il n'y a pas changement de cap radical! Au moment où les étatistes de tous poils croient devoir mettre en place les recettes désastreuses de Karl Marx et de Keynes, ce sont celles de Ludwig von Mises, de Friedrich von Hayek, de Jacques Rueff et de Robert Mundell qui devraient l'être et, à la fin des fins, le seront, parce que «ce qui doit arriver, arrive!»

Pierre Leconte est le président-fondateur du Forum monétaire de Genève pour la paix et le développement. De 1985 à 1990, il a été conseiller de la Banque nationale de développement du Paraguay, puis de la Banque centrale de réserves du Pérou, pour laquelle il a monté des mécanismes de confirmation du commerce extérieur comme d'arbitrage et de gestion de réserves de change et en métaux précieux, selon sa biographie postée sur son site internet. Depuis 2002, il a conseillé plusieurs instituts de recherche sur les questions monétaires et est actuellement gérant de fortune externe auprès de plusieurs banques suisses en collaborant avec Fuchs & Associés à Genève. A ce jour, Pierre Leconte a écrit huit livres sur les questions monétaires et géopolitiques.

PIERRE LECONTE
 «De la crise financière vers l'hyperinflation»